



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 31 mars 2025

Nos réf. : SHM/ET/MI n° 25 - 84

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RONOT SAS

25, rue Jeanne d'Arc
52100 SAINT-DIZIER

Code AIOT : 0005701279

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 février 2025 dans l'établissement RONOT SAS implanté 25, rue Jeanne d'Arc - 52100 SAINT-DIZIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite visait à faire le point sur le processus de cessation ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RONOT SAS
- 25, rue Jeanne d'Arc - 52100 SAINT-DIZIER
- Code AIOT : 0005701279
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RONOT SAS est implantée sur la commune de SAINT-DIZIER, 25 rue Jeanne d'Arc sur une surface d'environ 43 830 m² (parcelles AM 198, 200 et 320). Elle y a exercé une activité de chaudronnerie industrielle : travail mécanique des métaux et alliages, traitements de surfaces et galvanisation.

Mise en redressement judiciaire le 26 novembre 2008, la société a été confiée à Maître DECHRISTE qui en a été désigné liquidateur le 2 septembre 2013.

Parmi les démarches menées dans le cadre de la cessation, une servitude de restriction d'usage a été imposée par un arrêté préfectoral du 23 mai 2022 (N°52-2022-05-00163) et un suivi quadriennal des eaux souterraines par un arrêté préfectoral complémentaire daté du 5 octobre 2021 (APC N°52 2021-10-00021).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suite	Proposition de délai
5	Suivi des eaux souterraines	Arrêté préfectoral complémentaire N°52-2021-10-000021 du 5 octobre 2021 – Article 2	Mise en demeure	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Évacuation des déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-39-1	Sans objet
2	Accès au site	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-39-1	Sans objet
3	Surveillance des effets sur l'environnement	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-39-2	Sans objet
4	Définition de l'usage futur du site	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-39-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les bâtiments ont été rachetés par un industriel spécialisé dans le stockage et le montage de panneaux photovoltaïques.

A la date de la visite et en l'absence de recollement, le site relève toujours de son exploitant, représenté par Maître DUBOC, qui a pris la succession de Maître DECHRISTE. Le site comporte plusieurs citernes qui s'apparentent a priori à des déchets et le suivi des eaux souterraines prescrit par arrêté préfectoral complémentaire n'a pas été transmis. L'inspection des installations classées propose par conséquent de mettre en demeure l'exploitant de faire le point sur l'évacuation des déchets restants et de mettre en place un suivi quadriennal des eaux souterraines.

L'inspection rappelle en outre que tant que la cessation n'a pas été menée à son terme, toute

activité qui a lieu sur le site relève de la responsabilité de son exploitant actuel, la société Ronot représentée par Maître DUBOC.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Évacuation des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1) L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;
Constats : Lors d'une visite plusieurs cuves ont été vues sur le site sans qu'il soit possible de savoir si elles étaient pleines ou vides. Il n'est donc nécessaire que l'exploitant s'assure que les citernes ont bien été vidées et qu'elles soient évacuées vers des filières agréées. Un arrêté préfectoral de mise en demeure en ce sens est proposé.
Type de suites proposées : Arrêté de mise en demeure
Délai : 3 mois

N° 2 : Accès au site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 2) Des interdictions ou limitations d'accès au site.
Constats : Le site est clos et occupé par son nouveau propriétaire qui commence à utiliser les locaux et effectue des travaux notamment de rénovation de toiture.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 3 : Surveillance des effets sur l'environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-39-2
--

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

4) La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Constats :

La précédente visite, menée le 18 août 2021 sur la base de l'ensemble des études et actions réalisées dans le cadre de la cessation d'activité, engagée en 2013 avait pris acte de la présence sur place des pollutions suivantes :

- une pollution des sols par des hydrocarbures au droit du magasin central (SC4), de la zone d'unité de traitement (SC29 et 30) et du stockage annexe (SC26 et 28) ;
- une pollution des sols au niveau de l'atelier de galvanisation par des ETM (cadmium, cuivre, plomb et zinc) ;
- deux pollutions de la nappe alluviale, l'une ponctuelle localisée en amont du Pz11bis par les COHV et l'autre, au droit de l'atelier de galvanisation, par des chlorures et par du manganèse.

Compte tenu de la présence de ces pollutions et de possibles voies de transfert, une évaluation quantitative des risques sanitaires avait été réalisée et un usage « industriel » du site avait été considéré comme étant compatible avec l'état des sols et de la nappe alluviale.

Cependant, en raison du maintien des pollution au droit du site, des restrictions d'usage en application de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement avaient été prescrites par un arrêté du 23 mai 2022. Celui-ci imposait différentes restrictions en fonction des parcelles dont une interdiction de tout usage pour l'ancien atelier de galvanisation.

Lors de la visite il a été constaté que cet ancien atelier de galvanisation était utilisé par le nouveau propriétaire du site pour stocker des palettes de plaques de fibrociment retirées des toitures en rénovation. L'inspection rappelle au nouveau propriétaire l'interdiction de tout usage de ce bâtiment et l'obligation d'évacuer ces déchets d'amiante potentiellement amiantés.

Par ailleurs un APC daté du 5 octobre 2021 prescrivait un suivi quadriennal des eaux souterraines.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 4 : Définition de l'usage futur du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-39-2
--

Thème(s) : Situation administrative
--

Prescription contrôlée :

I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.

II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.

Constats :

Le Maire de la commune de SAINT-DIZIER a été destinataire d'un courrier décrivant les modalités de la cessation d'activité du site et demandant son avis concernant l'usage futur du site conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement. Ce courrier a été transmis le 14 janvier 2017 en recommandé avec accusé de réception. L'usage futur envisagé est de type industriel, comparable à l'usage précédent. En l'absence de retour à l'issue d'un délai de trois mois après l'envoi du courrier, conformément au code de l'environnement, l'avis du Maire est réputé favorable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire N°52-2021-10-000021 du 5 octobre 2021 – Article 2

Thème(s) : Risques chronique

Prescription contrôlée :

La surveillance de la qualité des eaux souterraines est conforme aux dispositions des articles 2.1 à 2.5 du présent arrêté. Les dispositions de ces articles entrent en vigueur à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2.1 : Réseau de surveillance

La surveillance est réalisée au minimum au moyen des 8 ouvrages suivants :

- piézomètres en amont hydraulique : Pz10 et Pz13
- piézomètres en aval hydraulique : Pz2bis, Pz3bis, Pz7bis, Pz11bis, Pz12 et Pz14

Article 2.2 : Paramètres à surveiller

Les paramètres de surveillance de la nappe alluviale sont les suivants :

- pH ;
- Conductivité ;
- Chlorures, calcium, sulfates, et sodium ;
- Éléments traces métalliques : cadmium, cuivre, zinc, plomb, fer et manganèse ;
- Hydrocarbures totaux (HCT) ;

- Composés aromatiques volatils : benzène, toluène, ethylbenzène et xylène ;
- Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV) : dichlorométhane, trichlorométhane, tétrachlorométhane, trichloroéthylène, tetrachloroéthylène, 1,1-dichloroéthane, 1,2-dichloroéthane, 1,1,1-trichloroéthane, 1,1,2-trichloroéthane, cis 1,2-dichloroéthylène, trans 1,2-dichloroéthylène, chlorure de vinyle, 1,1-dichloroéthène, bromochlorométhane, dibromométhane, bromodichlorométhane, dibromochlorométhane, 1,2-dibromoéthane et tribromométhane.

Article 2.3 : Fréquence de surveillance

Deux campagnes de prélèvement des eaux souterraines sont réalisées chaque année : une en période de basses eaux (septembre-octobre) et la seconde en période de hautes eaux (mars-avril).

Article 2.4 : Méthode d'échantillonnage

Les échantillonnages des eaux souterraines sont réalisés conformément aux recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31-615 ou aux règles de l'art définies dans un document normatif ultérieur, en tout état de cause :

- après une purge minimum de trois fois le volume d'eau contenu dans les piézomètres,
- après une stabilisation des paramètres température et conductivité.

Article 2.5 : Rapports de surveillance

Des rapports présentant et interprétant les résultats d'analyses des eaux souterraines et les données piézométriques sont établis et transmis en double exemplaire au Préfet de la Haute-Marne au plus tard les 30 juin et 31 décembre de chaque année.

Constats :

Aucun rapport de suivi n'a été transmis à l'inspection. Il est par conséquent proposé de mettre en demeure l'exploitant de le mettre en place.

Type de suites proposées : Arrêté de mise en demeure

Délai : 3 mois